

ACTION URGENTE

LA POLICE MENACE ET INTIMIDE LA FAMILLE BARRIOS

La police vénézuélienne a fait une descente au domicile de Beatriz Adriana Guzmán Barrios et a arrêté son époux. La famille Barrios a reçu de nouvelles menaces, lors même qu'elle devrait être protégée conformément à une décision de la Cour interaméricaine des droits de l'homme. Depuis 1998, 10 de ses membres ont été victimes d'homicide dans des circonstances suggérant l'implication de la police, et ce dans une impunité quasi totale.

Beatriz Adriana Guzmán Barrios a signalé que sept personnes en civil, détenant des badges de la police, ont effectué une descente à son domicile, sans autorisation de perquisition, le 17 septembre vers 22h30. Son époux, **Dany Rafael Bolívar Montevideo**, a été placé en garde à vue, sans mandat d'arrêt. Il a été relâché quelques heures plus tard, mais les policiers l'ont averti : « La prochaine fois, ce sera bien pire. » Selon la famille, quelques minutes auparavant, les mêmes policiers s'étaient présentés au domicile de la mère de Beatriz Adriana, **Eloisa Barrios**, et avaient demandé d'entrer. Elle a refusé, aucun mandat de perquisition ne lui étant présenté. Eloisa Barrios est à l'initiative des démarches de la famille pour obtenir justice pour les crimes dont ils sont victimes.

Dany Rafael Bolívar Montevideo a plus tard été convoqué au bureau local du procureur afin de se présenter à la police en vue d'identifier ceux qui l'avaient arrêté. Eloisa Barrios, qui l'attendait devant le poste, a pu entendre par hasard un policier parler au téléphone : « On doit planquer de la drogue sur ce mouchard pour qu'il arrête de dénoncer. » À ce moment-là, Dany était la seule personne en train de faire une déclaration devant cette unité.

Selon certaines informations, le 11 mars, Beatriz Adriana a été menacée par deux hommes armés qui cherchaient son frère. Ils sont revenus chez elle le 26 mars. Beatriz Adriana a décidé d'échanger sa maison avec un autre membre de la famille. Bien qu'elle ait identifié ces hommes, la famille Barrios n'a eu connaissance d'aucune progression dans l'enquête.

DANS LES APPELS QUE VOUS FEREZ PARVENIR LE PLUS VITE POSSIBLE AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en espagnol ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités à prendre des mesures décisives en vue de protéger tous les membres de la famille Barrios, dans le respect de leurs souhaits et conformément à la décision de la Cour interaméricaine ;
- priez-les instamment de mener une enquête exhaustive et impartiale sur les derniers actes d'intimidation et de harcèlement signalés par Beatriz Adriana Guzmán Barrios et sa famille, et d'en rendre les conclusions publiques ;
- engagez-les à appliquer le jugement de la Cour interaméricaine des droits de l'homme dans tous ses aspects, y compris les mesures de protection, l'enquête sur les homicides et la réparation globale, et rappelez-leur que le Venezuela est lié par les décisions que la Cour a rendues jusqu'à présent ainsi que par toutes les décisions futures portant sur des affaires antérieures au 10 septembre 2013.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 7 NOVEMBRE 2014 À :

Ministre de la Justice et de l'Intérieur
Gral. Miguel Rodríguez Torres
Ministerio del Poder Popular para
Relaciones Exteriores, Justicia y Paz
Av. Urdaneta, Edificio Interior y Justicia
Caracas, Venezuela
Fax : +58 212 506 1685
Courriel : asistenciadirecta3@gmail.com
Formule d'appel : Señor Ministro, /
Monsieur le Ministre,

Procureure générale
Dra. Luisa Ortega Díaz
Edificio Sede Principal de Ministerio
Público,
Esquinas de Misericordia a Pele El Ojo
Av. México. Caracas, Venezuela
Fax : +58 212 578 3239
Courriel : ministeriopublico@mp.gob.ve
Twitter : @lortegadiazSalutation
Formule d'appel : Sra. Fiscal, /
Madame la Procureure générale,

Copies à :
ONG de l'État d'Aragua (Commission
pour le respect des droits humains, de la
justice et de la paix de l'État d'Aragua)
Comisión de Derechos Humanos de
Justicia y Paz del Estado Aragua
Calle Negro Primero, Oeste
N 98, frente al Liceo 'Valentin Espinal',
Cruce con Av. Ayacucho
Maracay, Estado Aragua,
Venezuela
Courriel : cofavic@cofavic.org

Veillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Venezuela dans votre pays (adresse/s à compléter) :

Nom(s), adresse(s), n° de fax ; courriel ; formule d'appel.

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la deuxième mise à jour de l'AU 134/13. Pour en savoir plus : <http://www.amnesty.org/fr/library/info/AMR53/015/2013/fr>.

AMNESTY
INTERNATIONAL



ACTION URGENTE

LA POLICE MENACE ET INTIMIDE LA FAMILLE BARRIOS

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Dix membres de la famille Barrios, installée dans l'État vénézuélien d'Aragua, ont été tués depuis 1998. Les auteurs de ces homicides seraient des policiers. Plusieurs autres membres de la famille ont été la cible de nombreuses manœuvres d'intimidation, de harcèlement, de menaces et d'agressions de la part de la police. La famille Barrios risque de subir des représailles parce qu'elle tente d'obtenir justice pour ces crimes. Elle est convaincue qu'elle est la cible de ces agissements parce qu'elle continue de réclamer justice, des mesures efficaces de protection et des réparations pour les graves atteintes aux droits humains qu'elle a subies.

À la connaissance d'Amnesty International, les enquêtes et les poursuites concernant les meurtres ont peu progressé : pour la plupart, elles n'en sont qu'à leurs balbutiements et une affaire a été classée sans suite. Dans une seule affaire, deux policiers ont été reconnus coupables du meurtre de Narciso Barrios. D'après les informations dont dispose l'organisation, aucune enquête n'a été ouverte à la suite des plaintes déposées par la famille pour des menaces de mort et des manœuvres d'intimidation qui seraient imputables à des policiers de l'État.

En 2004, l'affaire a été portée devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme, qui a ordonné la mise en place des premières mesures de protection, suivies d'autres décisions en ce sens prises par la Cour interaméricaine. La Cour a estimé en novembre 2011 que l'État vénézuélien avait porté atteinte au droit à la vie, à l'intégrité physique et à la liberté de plusieurs membres de la famille Barrios, et jugé qu'il devait mettre en place des mesures de protection dignes de ce nom pour cette famille, mener des enquêtes rigoureuses et impartiales, traduire les responsables présumés en justice et accorder à la famille des réparations financières ou autres (notamment dans le domaine de l'éducation et des soins médicaux).

Noms : Beatriz Adriana Guzmán Barrios (f), Dany Rafael Bolívar Montevideo (h), Eloisa Barrios (f)
Hommes et femmes

Action complémentaire sur l'AU 134/13, AMR 53/019/2014, 26 septembre 2014